



Communiqué

TRANSPORT AERIEN

600 emplois menacés à XL AIRWAYS

Le gouvernement doit agir !!!

Suite à l'annonce du redressement judiciaire de la compagnie XL Airways consécutif à de « *grandes difficultés financières* », la FEETS FO apporte tout son soutien aux 600 salariés menacés dans leur emploi.

Une nouvelle compagnie est donc en plein désastre financier après Aigle Azur dont le sort, quant à elle, n'est toujours pas scellé. Au total, ce sont plus de 2000 emplois menacés chez Aigle Azur et XL Airways et au-delà au sein des entreprises d'assistance en escale. Si rien n'est fait, ils risquent de disparaître.

Les pouvoirs publics ont toute leur responsabilité dans ces débâcles sociales et économiques. Consécutivement aux Assises du Transport Aérien tenues en 2018 et qui devaient selon la Ministre des Transports de l'époque, Mme Elisabeth BORNE, « *rendre le pavillon français plus compétitif dans la concurrence mondiale* » mais aussi « *préparer les nouvelles ruptures technologiques et le transport aérien du 21ème siècle* », voilà deux compagnies aériennes qui pourraient disparaître. Manifestement, le gouvernement n'a pas la bonne stratégie pour le secteur, si ce n'est l'obsession de vendre des actifs tels les Aéroports de Paris avec inéluctablement l'augmentation des coûts pour le transport aérien en France.

Le gouvernement tend à ignorer des données fondamentales : le secteur du transport aérien pâtit d'une fragilité intrinsèque et le marché est mortifère faute d'être réellement encadré. A ce titre, laisser libre cours au dumping social est coupable, créer une distorsion dans la taxation au regard des pratiques étrangères est suicidaire.

Nous le répétons encore, 10 000 emplois disparaissent tous les 5 ans dans le transport aérien français. Les emplois de plusieurs milliers de salariés sont aujourd'hui en jeu et viendront s'y ajouter si les pouvoirs publics n'agissent pas.

La FEETS-FO appelle le gouvernement à ses responsabilités et exige des mesures à la hauteur des enjeux !

Paris, le 19 septembre 2019

Pour tout contact:

Jean HEDOU, Secrétaire général : 06 85 12 74 46

Michaël DELLIS, Secrétaire fédéral : 06 30 63 99 81